



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 22/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEVIA**

Zac du Terroir  
6-8 Impasse Jean Mermoz  
31140 Saint-Alban

Références : 2024-645  
Code AIOT : 0006802422

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2024 dans l'établissement SEVIA implanté Zac du Terroir 6-8 Impasse Jean Mermoz 31140 Saint-Alban. L'inspection a été annoncée le 07/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale qui s'inscrit dans la suite de l'accident survenu en 2019 à Rouen et ayant impliqué les sites exploités par les sociétés Lubrizol et Normandie Logistique.

À la suite de cet accident, le ministère en charge de l'environnement a établi un plan d'actions dit "post-Lubrizol". Dans le cadre de la mise en œuvre de celui-ci, un ensemble d'évolutions réglementaires a été mené en 2020 et 2021. Ces évolutions portent en particulier sur les installations de stockages de liquides inflammables avec :

- la création de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mo-

biles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation,

- la modification des AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation), du 1er juin 2015 (installations de liquides inflammables 4331 et 4734 soumises à enregistrement) et du 22 août 2012 (installations de liquides inflammables soumises à déclaration).

L'action nationale a pour objectif de vérifier la situation administrative de certains sites à autorisation et déclaration au regard des évolutions récentes (champ d'application des AM, évolution de la nomenclature), et de contrôler la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEVIA
- Zac du Terroir 6-8 Impasse Jean Mermoz 31140 Saint-Alban
- Code AIOT : 0006802422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par la société EOVAL (anciennement SEVIA) est spécialisé dans la collecte des huiles usagées et des déchets de garage. Une dizaine de personnes travaillent sur le site (chauffeurs, personnel d'exploitation, commerciaux et personnel administratif). Le site est certifié ISO 9001 et ISO 14 001. La société SEVIA est agréée pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Haute-Garonne par l'arrêté préfectoral du 20 février 2020 pour 5 ans. Le site relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 et 3550 de la nomenclature des installations classées et de la directive IED. Une extension des activités du site au transit de déchets non dangereux (ferrailles, déchets de l'automobile) et de déchets dangereux autres que les huiles et fluides automobiles usagés (déchets de garage essentiellement) est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013. Par courrier du 6 février 2020, complété le 6 juin 2020, la société EOVAL a déclaré le changement d'exploitant du site suite au rachat du fond de commerce de la société SEVIA. La société EOVAL, tout comme la société SEVIA, est une filiale de SARP Industries appartenant au groupe VEOLIA.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
2	Champ	Arrêté Ministériel du 03/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'application des AM LI Seuil 1000T de LI	article Article 1er- I.2	
3	Champ d'application AM 24/09/20 Seuil 100T de LI	Arrêté Ministériel du 09/09/2020, article Article 1er-I-I.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation du site a ainsi été vérifiée vis-à-vis du périmètre d'application de l'arrêté ministériel [AM] du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, et de l'AM du 03 octobre 2010 (réservoirs aériens de liquides inflammables exploités au sein d'installations soumises autorisation).

L'inspection peut donc conclure que le site ne relève d'aucun des 2 AM susvisés.

Par ailleurs, des constats, réalisés par sondage le jour de la visite, ont été relevés par l'inspection (2 faits susceptibles de suites) relatifs à :

- l'absence de détection incendie et de justification de la disponibilité du débit requis du poteau incendie,
- plan de défense incendie .

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à</p>

un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis, en préambule de l'inspection, des éléments d'analyse et de positionnement relatifs à la situation des installations aux regard des périmètres d'application des deux arrêtés « liquides inflammables ». Ainsi, un inventaire des liquides et des déchets liquides avec la mention HP3, susceptibles d'être présents sur les installations du site (cuves aériennes et stockages conditionnés) a été présenté. Cet inventaire correspond aux capacités maximales de stockages (aériens et mobiles) et porte sur les déchets d'hydrocarbures, de solvants, les déchets liquides inflammables de catégorie 1, 2 et 3 . L'exploitant a également présenté un état des stocks des matières stockées. Les quantités, par type de danger sont bien répertoriées et discriminées par zone d'activité ou de stockage. L'inspection considère que l'état des stocks présenté n'appelle pas de commentaire de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Champ d'application des AM LI Seuil 1000T de LI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article Article 1er- I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Situation administrative, Seuil 1000T de LI

#### **Prescription contrôlée :**

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables, dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni un inventaire des quantités totales susceptibles d'être présentes sur l'installation, tous stockages (réservoirs aériens et récipients mobiles) et toutes activités (traitement de dé-

chets dangereux et stockage de fioul) confondus. L'exploitant a comptabilisé les liquides inflammables de mention de danger H224-H225-H266 ainsi que les déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Le seuil est de 25 tonnes et ne dépasse donc pas les 1000 tonnes. Le site ne relève donc pas du périmètre de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 :** Champ d'application AM 24/09/20 Seuil 100T de LI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/09/2020, article Article 1er-I-I.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Situation administrative Seuil 100T de LI

**Prescription contrôlée :**

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224,H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total,ou 100 tonnes en contenants fusibles.

**Constats :**

L'exploitant a fourni un inventaire des quantités totales susceptibles d'être présentes sur l'installation, dont les récipients mobiles. Le seuil est de 7 tonnes et ne dépasse le seuil des 100 tonnes en contenants fusibles susvisé. Le site ne relève donc pas du périmètre de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié .

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 :** Etat des matières stockées – Dispositions spécifiques – Format synthétique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Etat des matières stockées-format synthétique

**Prescription contrôlée :**

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'état des matières stockées, présenté par l'exploitant lors de la visite, fournit une information vulgarisée sur les produits et les déchets présents au sein du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.2.5
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
--

### Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;
- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de 3 extincteurs 50kg à poudre répartis sur le site ;
- d'autres extincteurs répartis sur le site (a minima : un extincteur de 9kg pour 200 m<sup>2</sup> de locaux industriels, un extincteur de 6kg pour 200 m<sup>2</sup> de locaux administratifs) ;
- d'une réserve d'émulseur de 0,5 m<sup>3</sup> sur le site. L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de l'émulseur qu'il utilise avec celui utilisé par les pompiers ;
- d'un poteau incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont la prise de raccordement est conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- les parties fermées ou abritées de l'installation sont équipées de détecteurs et d'alarmes d'incendie ;
- des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées à l'Article 71.1. présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques.

Les déchets inflammables dans les bâtiments des déchets dangereux sont stockés à l'intérieur d'armoires spécifiques équipées de détection et d'extinction automatiques (mousse). L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction automatiques. Pour ces équipements, il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels reconnus et dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Des moyens d'extinction sont placés à proximité du stockage des emballages souillés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique, a minima annuelle, et de la maintenance des matériels de détection, de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.



**Constats :**

Le site est doté de différents extincteurs répartis sur le site, dont 3 à poudre de 50 kg. De plus, il a été constaté que le bâtiment, destiné à accueillir les déchets dangereux (tel que prévu par l'APC du 24/12/2013) n'est toujours pas mis en œuvre. L'exploitant a choisi, en lieu et place, d'acheter une armoire de stockage de sécurité pour y entreposer les déchets dangereux (liquides inflammables et aérosols notamment). Selon la documentation technique présentée, celle-ci est équipée d'une rétention et d'un système d'extinction automatique intégrés. Cette armoire permet de stocker les déchets dangereux dans des conditions conformes aux prescriptions de l'arrêté (en termes de rétention et de détection / extinction incendie).

Par contre, le site n'est pas équipé d'un système de détection incendie reporté. Seule l'armoire de stockage citée ci-dessus est équipée d'un dispositif de détection relié à un système d'extinction automatique (poudre). Le dispositif de détection incendie n'est pas reporté. Cependant, l'exploitant a informé l'inspection qu'une astreinte est éprouvée. Une procédure d'astreinte a été transmise à l'inspection.

**L'exploitant a informé l'inspection qu'un devis est en cours afin d'installer la détection incendie dans les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables. L'exploitant doit installer sous 3 mois un système de détection incendie. A défaut une proposition de mise en demeure sera établie.**

De plus, L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le débit de la borne incendie à l'extérieur du site.

**L'exploitant transmet la justification de la disponibilité du débit requis du poteau incendie dans les meilleurs délais.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet la facture de l'installation de la détection incendie et fournit la justification du débit de la BI.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Plan de défense contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la

<p>détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li> <li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a commencé à élaborer un plan de défense incendie en détaillant par zone le type des déchets stockés et les moyens incendies associés. L'exploitant doit cependant renseigner tous les éléments demandés par la réglementation susvisée. Ce plan finalisé pourra être utilement transmis au SDIS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection un plan de défense incendie conforme à la réglementation applicable</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>